

Shonfield, Andrew, *Le Capitalisme d'aujourd'hui*, Gallimard (Bibliothèque des Sciences humaines), Paris, 1967, 494 p.

Jacques Benjamin

Volume 3, numéro 4, 1972

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700258ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700258ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Benjamin, J. (1972). Compte rendu de [Shonfield, Andrew, *Le Capitalisme d'aujourd'hui*, Gallimard (Bibliothèque des Sciences humaines), Paris, 1967, 494 p.] *Études internationales*, 3(4), 569–570. <https://doi.org/10.7202/700258ar>

tique : les structures sociales et la vie politique. Trois forces politiques sont au programme, les partis, les groupes de pression et la technocratie. C'est tout. L'approche du professeur Schwartzberg se veut sous forme de système ; il s'inspire notamment de David Easton pour envisager d'abord le système politique dans son environnement et analyser ensuite le système politique dans ses éléments internes.

Deux choses méritent d'être soulignées à propos de l'utilisation de ce précis par les étudiants québécois, toutes deux assez défavorables. L'auteur semble découvrir Easton, il ne le commente guère, ne s'inspire pas des nombreuses critiques qu'on en a faites, et n'en tire certes pas tous les résultats escomptés. Et le champ de son analyse est plus restreint que ceux de Duverger et Meynaud. On se retrouve devant un dilemme. La bibliographie est abondante et tient compte des ouvrages et articles de journaux récents, ce que ne peuvent faire les deux autres manuels, plus anciens. L'approche et le champ de cette introduction, par contre, sont un peu décevants.

Affirmer, en guise d'avertissement (p. VII), qu'il faut « désacraliser la politique, en la sortant du tabernacle où l'ont enfermée les légistes », c'est peut-être original à la Faculté de droit de Paris, c'est néanmoins enfoncer des portes ouvertes dans les départements de science politique québécois. De nos deux années de troisième cycle à *Sciences politiques* (Paris), mes collègues retiendront avec un sourire satisfait les sorties de Roch Denis contre l'absence d'enseignement de concepts politiques élaborés par les Nord-Américains et en concluront, à la lecture de ce volume, qu'il avait raison. Non pas qu'il faille accepter tels quels les moindres détails des théories d'Easton — ce que fait cependant le professeur Schwartzberg. Gérard Bergeron et Réjean Pelletier, parmi les Québécois, en ont d'ailleurs fait de longues critiques.

En outre, le champ d'analyse du professeur Schwartzberg est plus limité qu'on l'eût espéré. Un bilan de cent pages sur les partis politiques et un autre de quatre-vingts pages sur les groupes ne sont pas inutiles. Mais lorsqu'on s'aperçoit que ces 180 pages constituent toute la seconde partie du volume et les seules forces politiques étudiées, il faut de nouveau s'objecter à ce qu'un juriste publie un volume qui risque de donner de la science politique une fausse notion. Il existe dans la

société des rapports de force, des relations de pouvoir — essence même de la science politique — ailleurs que dans les partis et les groupes. Cela l'*Introduction* de Jean Meynaud le montrait bien.

Il est heureux que les étudiants français puissent découvrir que David Easton existe et enseigne aux États-Unis. La bibliographie, de même, sera très utile à tous. Mais je ne puis recommander aux étudiants québécois ce manuel de base. Et j'en fais une question d'éthique professionnelle.

Jacques BENJAMIN

Science politique,
Université de Montréal.

SHONFIELD, Andrew, *Le Capitalisme d'aujourd'hui*, Gallimard (Bibliothèque des Sciences humaines), Paris, 1967, 494p.

Ce qui étonne d'abord de ce volume, c'est le contraste entre le titre emballant et le contenu plutôt traditionnel. Par « capitalisme d'aujourd'hui », j'entends la lutte du pouvoir dans les sociétés par actions, la multiplication des sociétés de *leasing*, de location de personnel, de prêt de capital. Je m'attendais à lire de telles descriptions dans le volume de Shonfield. Il étudie plutôt l'évolution de l'organisation économique des pays occidentaux durant les années de l'après-guerre.

Ancien chef du service étranger au *Financial Times* et du service économique de l'hebdomadaire *The Observer*, Shonfield est le directeur des études au réputé Institut royal des affaires internationales de Londres. Cet ouvrage paraît à la suite de deux études, fort connues, de nature économique, l'une consacrée à l'économie britannique, l'autre à la pauvreté dans le monde. Dans cet ouvrage d'abord publié en anglais en 1965, il étend sa comparaison aux principaux États occidentaux, en ne disant cependant rien du phénomène japonais. En refusant de se décrire comme théoricien de l'économie ou comme idéologiquement engagé, il refuse de voir dans la réussite du capitalisme de l'après-guerre un phénomène transitoire dû à des circonstances exceptionnelles dont le retour serait improbable. Il pense plutôt que les choses ont changé, en particulier par l'ac-

célération du progrès technologique. Il s'attarde à décrire dans les trois parties de son volume l'évolution de ces transformations économiques, les mécanismes de planification en France et en Grande-Bretagne et le rôle des pouvoirs publics dans cette transformation en Allemagne fédérale et aux États-Unis. Pierre Masse, dans la préface, résume bien la thèse de Shonfield lorsqu'il affirme que « le régime de la libre entreprise et du capitalisme pur est un mythe qui, même aux États-Unis, ne correspond pas à la réalité d'une société transformée depuis longtemps en économie mixte et en État social ». C'est une thèse que Shonfield soutient, certes, avec beaucoup de données à l'appui. Ce qui frappe surtout, cependant, c'est l'absence de description d'autres phénomènes qu'un chef de service économique d'un grand journal ne pouvait pas ignorer, même en 1965. Depuis dix ans, le financement des entreprises et l'innovation dans l'industrie donnent lieu à des formules qui paraissent modifier la conception traditionnelle du capitalisme, en le renforçant. Peut-être vaut-il la peine de donner deux exemples de ce capitalisme « d'aujourd'hui ».

En février 1972, l'hebdomadaire britannique *The Economist* mentionnait qu'il s'était déroulé à la Bourse de Paris une opération qui « aurait horrifié un investisseur anglais ou américain ». Il faisait allusion à la prise de contrôle de la société Lille-Bonnières par un consortium bancaire dans lequel étaient associées la Compagnie financière de Suez, la Banque de l'Indochine et la Banque Vernes et Commerciale de Paris. Ce consortium réussit à obtenir des principaux actionnaires de cette entreprise qu'ils lui cèdent 30% du capital à 440 francs. En quelques jours, l'action monta de son cours habituel de 360 à 440 francs, prix auquel la transaction s'opéra... à l'insu des petits porteurs, qui n'en furent informés que quelques jours plus tard, alors que le cours du titre était retombé. Il y avait là de quoi choquer un investisseur anglais. En Grande-Bretagne, en effet, la protection des actionnaires minoritaires n'est pas un leurre. En France, l'opération ne déclencha que quelques protestations isolées.

L'accès des moyennes entreprises aux facilités de crédit, aux activités financières de crédit-bail, de prêt de personnel cadre, que la société à capital variable Prétabail permet à ses deux mille entreprises-membres pourra avoir, en France, une portée considérable sur

le « style » de capitalisme : le chef d'entreprise ne possédant ni ses instruments de production ni ses capitaux, n'ayant guère de prise sur son personnel, ne sera plus, en somme, que le responsable d'un compte d'exploitation. Des sociétés de personnel mettront celui-ci à sa disposition, des sociétés financières lui fourniront de l'argent et des sociétés de *leasing* lui loueront machines et bureaux. Capitalisme multipolaire, affirment certains auteurs ; capitalisme à la carte, écrivent certains. Le volume de Shonfield, malgré son intérêt non négligeable, risque d'être perçu comme déjà dépassé par ceux qui croient — qu'ils le désirent ou le redoutent, peu importe — que le « capitalisme d'aujourd'hui » n'est plus celui qui apparaît dans ses cinq cents pages.

Jacques BENJAMIN

Science politique,
Université de Montréal.

BERGERON, Gérard, *La guerre froide inchevée*, Les Presses de l'Université de Montréal, Montréal 1971, 315p.

Dans cette étude du professeur Bergeron, nous trouvons non seulement une description des diverses manifestations de la guerre froide mais également un essai d'explication de son évolution, axé sur l'apparente cyclicité de ses phases de tension et de détente. L'auteur a choisi de découper la guerre froide en tranches quinquennales représentant alternativement une progression vers la tension ou la détente sans que jamais les duopoleurs, E.-U. et URSS, ne soient en véritable état de guerre ou de paix. C'est ainsi que la période 1945-1950 représente une montée vers la tension (sommet : guerre de Corée), celle de 1950-1955, une descente vers la détente (sommet : rencontre de Genève) et celle de 1955-1960, une remontée vers la tension qui permettra le dénouement de la guerre froide. En effet, la tension continuellement ascendante à partir de 1960, avec les crises de Paris et de Berlin, s'interrompra abruptement à la suite de l'affrontement de Cuba qui avait placé les deux superpuissances au bord du gouffre.

À cette description cyclique des phases de la guerre froide, le professeur Bergeron joint, comme explication causale partielle, le cycle de supériorité technico-militaire entre les E.-U.